

Chasser les pauvres plutôt que la pauvreté

(Sud santé AP-HP dénonce le discours de la ministre du travail)

Parler de fraude sociale est devenu, ces dernières années, un passage obligé du discours politique français. Et la ministre du travail n'y a pas dérogé. En annonçant une série de mesures censées lutter contre la fraude aux prestations sociales, elle alimente un récit bien rodé : celui d'un Etat trop généreux avec des bénéficiaires peu scrupuleux. La droite et l'extrême droite n'en demandaient pas temps. Au prétexte d'un "trou de 13 milliards", on multiplie les contrôles, on fouille dans le moindre compte bancaire, on exige la traçabilité jusque dans la vie privée des allocataires. Mais à force de ressasser ce discours, on finit par perdre de vue l'essentiel : la fraude sociale n'est pas celle que l'on croit, et cette croisade contre les plus précaires est aussi injuste qu'inefficace.

D'abord, rappelons les faits. La fraude aux prestations sociales (RSA, allocations...) représenterait 1 à 2 milliards d'euros par an selon la cour des comptes. Un chiffre à relativiser, puisque le non recours-recours aux droits sociaux, lui, est estimé à plusieurs dizaines de milliards. A l'inverse, la fraude aux cotisations sociales, commise par des employeurs (travail dissimulé, sous-déclarations...) couteraient entre 6 et 8 milliards d'euros chaque année. Et pourtant dans le discours ce sont toujours les allocataires que l'on pointe du doigt.

En instrumentalisant quelques millions d'euros perçus indûment parmi les plus pauvres, on laisse de côté les milliards envolés dans l'évasion patronale. Pendant que la majorité s'inquiète d'un système social "abusé", la vraie fraude — celle des puissants, des grands groupes, des fraudeurs en col blanc — échappe en grande partie à la foudre gouvernementale.

Ce déséquilibre dans le discours n'est pas anodin : il révèle une stratégie politique de stigmatisation tendant à faire diversion sur les vraies raisons du déficit des comptes de l'Etat. Pire encore, il fait peser la suspicion sur les étrangers, les retraités issus de l'immigration, les précaires, les travailleuses et travailleurs et même les médecins qui seraient pour beaucoup complices de faux arrêts maladie... ce glissement n'est pas seulement injuste, il est dangereux.

En ciblant ceux qui perçoivent peu, on détourne le regard de ceux qui profitent beaucoup.

En durcissant les conditions d'accès aux aides, on alimente le non-recours, la défiance envers l'administration et la précarité. Il n'y a aucune justice sociale dans cette approche punitive.

Si la lutte contre la fraude est légitime et nécessaire dans un Etat soucieux de garantir l'égalité et l'intégrité de ses institutions, elle doit être équitable, proportionnée et fondée sur des réalités non sur des fantasmes.

En lançant la chasse aux pauvres, la ministre du travail ne fait qu'alimenter les fantasmes de l'extrême droite, diviser la population et protéger les plus puissants. A force de répéter que la « solidarité à un prix », on oublie que l'injustice en a un aussi.

Le syndicat SUD santé dénonce avec force la manipulation politique de la Ministre du travail et appelle l'ensemble des travailleuses et travailleurs et au-delà, l'ensemble de la population, à se mobiliser dès à présent contre le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2026.

Reprendons ce qui nous appartient : la gestion de nos cotisations sociales. Exigeons la fin des PLFSS et la mise en place d'une loi de programmation de la santé sur 5 ans. Exigeons l'augmentation des salaires.